# Le Rouge Gorge

2020, L'humain d'abord !

PCF SECTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français — Décembre 2020


## LA FRANCE DES MATRAQUES ET DES PAUVRES

C'était donc çà, « le monde d'après » d'Emmanuel Macron : explosion du nombre de travailleurs pauvres, violences policières et black blocks à chaque grosse manifestation, pas le droit de filmer les policiers en action (pas vu, pas pris !), une France où la vie familiale et sociale est mise sous éteignoir, où la culture est ravalée au statut de « variable d'ajustement », où les petits commerces de proximité sont asphyxiés ne laissant pour seul « loisir » aux français que d'aller s'entasser dans les hypermarchés pour admirer le spectacle de la « féérie marchandise » ou d'aller alimenter le juteux business des sites en ligne comme Amazon

On voit bien où Emmanuel Macron et sa majorité veulent en venir : propositions de lois pour limiter les droits des lanceurs d'alerte, propositions de lois pour empêcher la presse et les témoins de filmer les interventions de la police, utilisation des forces de l'ordre pour réprimer de plus en plus violemment toute contestation, mise sur la touche les élus locaux et le parlement au profit de « conseils de défense » restreints , toutes ces mesures politiques vont dans le même sens : défendre par tous les moyens un système à bout de souffle et le soustraire au contrôle démocratique de la population. La France de Macron : des millions de travailleurs pauvres et autant de coups de matraque ?

Rappelons à Emmanuel Macron l'article 12 de la déclaration des Droits de l'Homme : les révolutionnaires de 1789 y précisaient que « la garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée »

Sans parti solide pour le soutenir, sans assise populaire massive, le président n'a plus guère que les PDG d'Amazon, des chaînes d'hypermarchés, des banques et des laboratoires pharmaceutiques pour le soutenir dans sa politique d'utilisation des structures de l'Etat pour appuyer une nouvelle phase « austéritaire-autoritaire » dont le monde du travail va faire les frais, comme peuvent en témoigner les aides-soignantes de l'ACOMAD à Fécamp et, avec elles, tous les premiers de corvée face à la pandémie. Et on entend de plus en plus dans les médias la petite musique du « rembourser les dettes » réclamée à cor et à cris par le patronat et les dirigeants de grandes entreprise capitalistes. Sans parler des grandes manœuvres du business pharmaceutique auquel les pays occidentaux ont choisi de confier le pilotage des différents vaccins contre le covid19.

Cet engrenage malsain provoque l'assèchement de la démocratie, le pourrissement de la V° république et élargit toujours plus le lit de l'extrême-droite. Le seul moyen d'y faire face, ce ne sont pas les opérations « cavaliers solitaires » mais l'union de toutes les forces de gauche et écologistes, sans laquelle il n'y aura pas d'alternative crédible possible face à une répétition du duel Macron-Le Pen de l'élection présidentielle. Est-ce donc si difficile à comprendre ?

## AU SOMMAIRE :


Page 2 : la mairie fait des économies sur le dos des personnes âgées

Page 3 : les aides-soignantes de Fécamp réclament justice

Page 4 : « pas de profits sur la pandémie. » Un appel de 12 partis européens - Le ministre de l'Education Nationale crée un syndicat bidon - L'UFC-que choisir alerte sur la répétition croissante des pénuries de médicaments - Le projet de loi du PCF contre les pénuries de médicaments retoqué par la droite et les macronistes

Pages 5 à 7 : dossier : covid 19, l'autre course aux vaccins

Pages 8 et 9 : cinq mesures pour bâtir la police que la République mérite

Pages 10 et 11 : les inondations du quartier de l'ancien hôpital de Fécamp

Page 11 : Le Pen à la pêche aux candidats - Le torchon brûle entre LFI et le PS - Comment Amazon a espionné la CGT, les Gilets Jaunes et Greenpeace

Page 12 : adoption de l'amendement « Brulin » pour défendre les petits bureaux de poste

# DES ECONOMIES SUR LE DOS DES PERSONNES AGEES...

*Il est de notoriété publique que la vie associative n'a jamais été la tasse de thé de la droite. Mais la mairie de Fécamp pousse le bouchon un peu trop loin avec l'Association pour le Bien-Etre des Personnes Agées (ABEPA) dont chacun connaît l'importante contribution de ses bénévoles pour aider à l'animation des résidences de personnes âgées de notre ville. D'année en année, Mme Poussier-Winsback rogne les maigres subventions de cette association et l'asphyxie petit à petit. L'ABEPA n'est certes pas la seule association à souffrir ainsi de la politique de l'actuelle municipalité de Fécamp. Mais en cette période de confinement de nos aîné-es dans leurs résidences, il est inacceptable que la maire de Fécamp fasse des économies budgétaires sur le dos d'une association aussi utile. Mme Poussier-Winsback doit revoir sa copie de toute urgence. L'humain d'abord ! Ci-dessous, nous publions la lettre adressée par la présidente de l'ABEPA à la mairie de Fécamp*

A.B.E.P.A.
Association pour le Bien-Etre des Personnes Agées.
Centre Hospitalier des Hautes Falaises
Av. du Pdt. François Mitterrand. 76400 FECAMP

Madame la Maire

Madame Retout , Trésorière de l'A.B.E.P.A ,que je préside ,
vient de m'aviser de la participation de la Ville de Fécamp
d'une subvention de 200€ pour l'année 2020 .

Au début de votre mandat , cette subvention était de 500€ ,
progressivement , elle a baissé , jusqu'à 400€ en 2019.

Nous sommes d'autant plus atterrés par votre décision que vous
présidez le Conseil de surveillance de l'Hôpital et que , particulièrement
cette année ,vous pouvez mesurer les besoins de « Bien être » des
E.H.P.A.D de Fécamp.

Heureusement , parmi les villes qui nous soutiennent , Fécamp est la seule
commune à agir comme vous le faites.

Avec ma tristesse , je vous prie d'agréer, Madame la Maire
mes respectueuses salutations.

Fait à Fécamp , le 19 – 11- 2020
La Présidente : J.Buchy

Ci- joint la copie de la lettre du 27 octobre dernier que je vous ai remise en main-propre.

# JUSTICE POUR
# LES AIDE-SOIGNANTES DE FECAMP !

Ce été, nos gouvernants n'ont pas été avares de bonnes paroles en direction des aides-soignantes et des auxiliaires de vie à domicile, qui se sont retrouvées en 1ère ligne de l'épidémie sans masques, sans blouses, sans gants face aux malades atteints du covid19. Mais au moment de traduire ces bonnes paroles en actes, il n'y a plus personne au ministère ! Lors du plan Ségur de la santé, les soignantes de L'ACOMAD, l'Association pour le Maintien A Domicile de Fécamp, ont été purement et simplement exclues des bénéficiaires de l'augmentation salariale de 183 €.

Aux cris de « En colère, on veut tous le même salaire », les aides-soignantes de L'ACOMAD, ont manifesté jeudi 3 décembre dans les rues de Fécamp, rejointes par les responsables de leur conseil d'administration et par les élus PS et PCF du conseil municipal de Fécamp. Lors de la réunion du Conseil de l'agglomération, Jacques Louiset, au nom des élus communistes, a demandé qu'une motion de soutien aux aides-soignantes soit votée par l'ensemble des élus.

Egale à elle-même, Mme Poussier-Winsback a décidé de… ne rien décider et de reporter le vote de cette motion à une date ultérieure…

De son côté, à la demande de la direction de l'ACOMAD, Céline Brulin, la sénatrice communiste de notre département est intervenue auprès d'Olivier Véran, le ministre de la santé, pour que soit mis un terme à cette injustice, lui posant cette question *: « Quand considérera-t-on les métiers du soin, du lien et de l'humain à leur juste valeur ? »*

## Pour suivre l'actualité politique au quotidien :

***La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine)***

## Notre site Internet :

***Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos***

## Le journal l'Humanité :

***Le site internet du journal l'Humanité***

## Pour suivre l'action des élus Communistes

**Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp**

**La page Facebook de Céline Brulin, conseillère régionale de Normandie et sénatrice**

**La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime**

**La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime**

**La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime**

# PAS DE PROFITS SUR LA PANDEMIE

***12 PARTIS POLITIQUES EUROPEENS FONT CAUSE COMMUNE***

Le droit à la santé pour toutes et tous est primordial. Un vaccin sera bientôt disponible afin d'enrayer la pandémie de Covid-19. Mais il ne doit pas permettre à quelques grands groupes pharmaceutiques de faire du profit sur le dos de notre système de santé et de nos porte-monnaie.

Aussi, 12 partis politiques européens dont le PCF, des syndicats, des associations dont Oxfam et des organisations professionnelles (la Fédération nationale des centres de santé, l'Association des médecins urgentistes de France…) se sont regroupés autour d'une initiative citoyenne européenne « Pas de profit sur la pandémie ». Ils se donnent 1 an pour collecter 1 million de signatures et imposer un changement législatif au niveau européen pour que le vaccin soit librement accessible à tous et toutes !

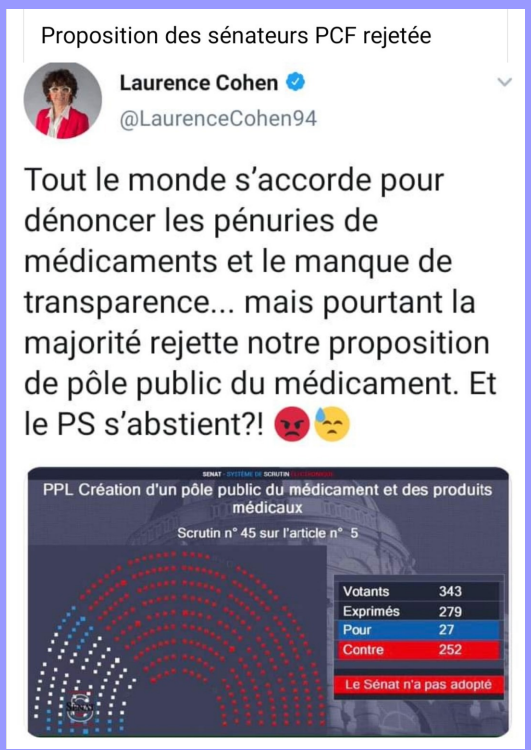
Nos revendications :
- Mettre fin aux système de brevets et de "propriété intellectuelle" qui permet au multinationales de se faire des milliards d'euros de profit sur la pandémie.
- Exiger que la Commission publie les contrats signés avec big pharma en toute transparence afin d'avoir l'assurance de l'efficacité des traitements et vaccins et ne pas payer pour les "vices cachés".
- Faire des vaccins et des traitements contre les pandémies un bien public mondial librement accessible à tous et toutes, comme demandé en mai dernier par l'Organisation Mondiale pour la Santé.
- Créer un pôle public de la recherche, de la production et de la distribution du médicament au niveau national, européen et mondial : la puissance publique qui finance la recherche fondamentale et appliquée doit maîtriser la chaîne des productions des produits pour répondre aux besoins des populations et non obéir à la course au profit.

## Tollé après la création par Jean-Michel Blanquer d'un syndicat lycéen bidon pour servir sa communication politique

Après les premières révélations faites par Mediapart, le journal « Libération » a publié à son tour une enquête très fouillée montrant comment le ministre de l'éducation nationale a créé de tout pièce l'organisation pro-gouvernementale AvenirLycéen, allant jusqu'à faire écrire leurs communiqués de presse par les recteurs d'Académie… Les députés communistes et France Insoumise ont demandé la création d'une commission d'enquête parlementaire

## L'association de consommateurs UFC-Que choisir alerte sur l'aggravation de la pénurie de médicaments en France

Les ruptures d'approvisionnements en médicaments sont devenus monnaie courante, le dernier épisode en date étant celui du vaccin contre la grippe. Il y a eu en 2016, 405 épisodes de pénurie, 1200 pénuries en 2019. En 2020, 2 400 ruptures devraient être constatées, *"six fois plus qu'il y a quatre ans"*, note l'étude, citant l'Agence nationale de sécurité du médicament.. Une situation d'autant plus alarmante que ces pénuries concernent des médicaments dits "d'intérêt thérapeutique majeur"



# L'AUTRE COURSE AUX VACCINS, ENTRE SOLIDARITÉ ET JEUX D'INFLUENCE

L'Inde, Cuba, la Russie et la Chine se sont également lancées dans une recherche effrénée d'un vaccin contre le Covid-19. Mais jouent aussi, au contraire des grandes puissances occidentales et de leurs labos, la carte du partage international.

Avant de devenir un petit laboratoire de la haine, l'Inde a en partie construit sa puissance sur l'industrie pharmaceutique afin d'assurer la santé pour tous. Celle-ci est aujourd'hui le quatrième secteur exportateur du pays et enregistrait une croissance de 7 à 8 % en 2019. En quarante ans, le sous-continent est parvenu à se hisser au rang de premier fournisseur de médicaments génériques et a approvisionné 50 % de la demande mondiale en vaccins. Principalement dans les pays en voie de développement, car seul un quart des produits pharmaceutiques indiens sont vendus dans les pays à hauts revenus.

Depuis 1970 et le vote de l'Indian Patent Act, le pays produit des médicaments génériques 8 à 14 fois moins chers qu'au Pakistan voisin, où les brevets sur les produits ont cours. Comment ? Grâce à des bas coûts de production et une quasi-absence d'investissements dans la recherche et le développement (R&D). Seulement, la province du Hubei, où se trouve la ville de Wuhan, épicentre de l'épidémie de Covid-19 en Chine, produit 80 % des principes actifs mondiaux. Une situation de dépendance avec laquelle l'Inde tente de rompre après le ralentissement de l'approvisionnement au début de la pandémie. Le programme « Atmanirbhar Bharat » alloue ainsi des subventions pour un montant total de 119 millions d'euros aux États qui établiront des centres de production de médicaments en vrac.

### L'INDE SE MET « À DISPOSITION DU MONDE »

L'Inde, deuxième pays le plus touché au monde, ne pouvait ainsi se contenter d'assister en spectateur à la course au vaccin contre le Covid-19. Et laisser le rival chinois emporter le marché. Fin septembre, le premier ministre, Narendra Modi, promettait à l'Assemblée générale de l'ONU que la capacité de production et de distribution de vaccins indienne serait mise à disposition du monde. Le pays teste actuellement trois vaccins. Si le pays échouait du fait des faibles investissements en R&D, son industrie jouerait quoi qu'il en soit un rôle de premier plan dans la production du sérum.

La Russie s'est, elle aussi, lancée très tôt dans le développement de vaccins avec un certain nombre de centres privés et publics. Outre Spoutnik V, Vektor est aussi en phase de test. Le 24 novembre, le responsable du Fonds d'investissement direct russe (RDIF), Kirill Dmitriev, se félicitait : « Spoutnik montre une très grande efficacité, supérieure à 95 %. C'est une nouvelle incontestablement positive, non seulement pour la Russie, mais pour le monde entier, pour tous les pays. » »»

**L'Inde, ravagée par le Covid, teste trois vaccins. Fort de son industrie pharmaceutique, le grand rival de la Chine compte jouer un rôle central dans la production d'un sérum.**

» Simple course au vaccin ou véritable stratégie pour la Russie ? Pour Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, « tout d'abord, il faut déjà prendre un peu plus au sérieux le vaccin russe en Occident. Moscou a clairement fait le choix de coopérations internationales via le RDIF. Le Fonds a passé des accords de production avec des dizaines de pays – Corée, Japon, Inde, Afrique du Sud, Égypte, Arabie saoudite… – et articule cette solidarité véritablement impressionnante ».

### LA RUSSIE DÉFEND UN « PATRIMOINE MONDIAL DE L'HUMANITÉ »

Depuis le début de la pandémie, le président russe a multiplié les discours pour que les vaccins contre le Covid-19 soient reconnus comme « patrimoine mondial de l'humanité » et en « accès libre ». Spoutnik V est élaboré par le centre Gamaleya, un institut public, et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est entrée en contact avec les producteurs et concepteurs russes. « Le but est aussi de s'implanter sur un certain nombre de marchés tiers, voire en Hongrie, en plein cœur de l'Europe. Mais il est probable que si les Russes peuvent faire certaines opérations commerciales avec des États solvables comme le Japon, la Corée du Sud ou l'Arabie saoudite, ils ne s'en priveront pas. » La Russie entend donc allier « soft power », multilatéralisme sanitaire et véritable stratégie commerciale et industrielle.

Après avoir été l'épicentre du virus, la Chine n'entend pas non plus rater le coche. Dans cette bataille géopolitique, la deuxième puissance mondiale veut redorer son image sur la scène internationale et faire la preuve de son avancée scientifique. Pékin souhaite ainsi se démarquer du souverainisme sanitaire des États-Unis en rejoignant le dispositif d'accès mondial au vaccin mis en place par l'OMS, devenant la plus importante économie mondiale à soutenir l'initiative « Covax », qui vise à livrer 2 milliards de doses d'ici à la fin 2021. La Chine assure pouvoir mettre un vaccin sur le marché avant début 2021.

Dans les faits, son futur vaccin serait destiné en priorité aux pays en voie de développement, majoritairement africains, et à ses voisins asiatiques. Là encore, les visées géopolitiques ne tardent pas à resurgir puisque Pékin est en rivalité directe avec les groupes pharmaceutiques états-uniens et britanniques qui se disputent également le marché. Ainsi, l'Indonésie a valeur de test. Le pays, qui a obtenu les doses de trois vaccins chinois potentiels, a également signé une lettre d'intention pour 100 millions de doses avec le britannique AstraZeneca et pour 30 millions avec l'américain Novavax.

Mêmes enjeux côté latino-américain. Tandis que ses voisins se disputent les contrats d'approvisionnement auprès des grandes firmes pharmaceutiques, en fournissant des contingents de cobayes pour leurs essais cliniques, Cuba a mis au point ses propres candidats vaccins, entrés cet été en phase de test. Sur les quatre projets développés dans la Grande Île, deux, Soberana 01 et Soberana 02, sont suivis de près par l'Organisation mondiale de la santé, même s'ils ne sont pas intégrés pour l'heure au programme Covax. Si les efforts de La Havane sont couronnés de succès, l'île des Caraïbes, beaucoup moins touchée par la pandémie que ses voisins, pourrait commencr la vaccination de sa population au premier semestre 2021 et devenir un fournisseur de premier plan pour la région proche et plus généralement pour les pays du Sud devancés par des grandes puissances prêtes à faire main basse sur toutes les doses disponibles.

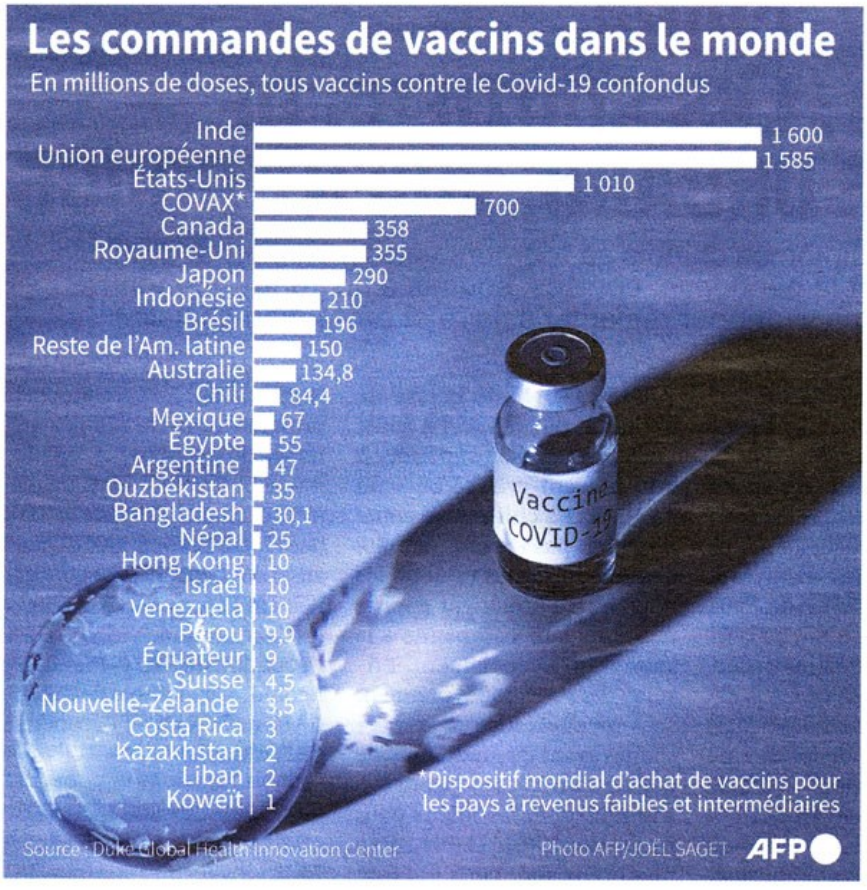
### CUBA AU CHEVET DES « GROUPES VULNÉRABLES »

« La contribution de Cuba avec son vaccin pourrait être très importante pour certains groupes vulnérables de notre région », comme les communautés autochtones isolées, souligne le docteur José Moya, représentant cubain auprès de

**« Tout d'abord, il faudrait prendre un peu plus au sérieux le vaccin russe. Et puis Moscou a clairement fait le choix de coopérations internationales. »** ARNAUD DUBIEN, de l'Observatoire franco-russe

l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Avec un secteur biotechnologique très dynamique, qui s'est développé dès les années 1980 pour assurer l'indépendance sanitaire du pays face au blocus commercial des États-Unis, Cuba déploie sur ce terrain des capacités de recherche et des savoir-faire déjà mondialement reconnus : ses vaccins sont exportés vers une quarantaine de pays. Une source importante de revenus pour ce pays durement frappé par les sanctions de Washington. Le blocus pourrait toutefois faire entrave à cette marche prometteuse vers la mise au point d'un vaccin hors de la toile du Big Pharma : avec un accès difficile aux matières premières, Cuba pourrait dépendre d'autres pays pour sa production à grande échelle. ★

**VADIM KAMENKA, ROSA MOUSSAOUI, LINA SANKARI**
vkamenka@humadimanche.fr ;
rmoussaoui@humanite.fr ; lsankari@humanite.fr




## À BIG PHARMA, LE GRAND RAPT ET LES MAINS LIBRES

**Les États-Unis et l'Union européenne laissent à leurs grands laboratoires le soin de trouver un vaccin, sans rien changer aux (dys)fonctionnements habituels du marché.**

Le marché sauvera le monde du Covid-19… En Amérique du Nord, en Europe, en Australie et au Japon, tous les espoirs de vaccins ont été placés, comme à la Bourse, sur une poignée de multinationales pharmaceutiques (Pfizer, AstraZeneca, Johnson & Johnson, Sanofi) et de start-up des biotechnologies (Moderna, BioNTech, Curevac, Novavax). Et avec les espoirs, beaucoup d'argent public à travers le mécanisme des brevets déposés sur la recherche élaborée dans les laboratoires universitaires, puis les financements directs au développement et aux essais cliniques, puis les subventions pour adapter les capacités de production et assurer la logistique, puis, évidemment, les préachats par les États les plus riches. Sur fond de guerre des vaccins entre les grandes puissances capitalistes – elles ont raflé, pour leur propre compte, plus de 6 milliards des premières doses, n'en laissant que 500 millions au reste du monde –, les contrats commerciaux avec Big Pharma demeurent totalement couverts par le secret des affaires. L'Union européenne camoufle, par exemple, le prix auquel elle achète ses stocks de vaccins, mais on peut estimer à plus de 23 milliards d'euros les dépenses déjà engagées dans ce champ par Bruxelles (1). La Commission prétend qu'elle refuse les clauses prévoyant des transferts de responsabilité des entreprises privées aux pouvoirs publics en cas d'effets indésirables des vaccins qui n'auraient pas été repérés dans les phases d'essais cliniques, mais elle rechigne à en apporter la preuve, alors que, dès l'été, AstraZeneca, par exemple, a évoqué l'existence de telles dispositions dans ses contrats… Sur notre continent, la bataille pour la transparence et pour le bien commun mondial a pris de l'ampleur ces dernières semaines. Depuis le 30 novembre, l'initiative citoyenne européenne Right2Cure, qui vise à recueillir un million de signatures (2), est lancée : « Ni profits, ni monopoles sur la pandémie », intime-t-elle en substance.

**THOMAS LEMAHIEU**
tlemahieu@humanite.fr

(1) « L'Humanité » du 18 novembre.

2) Pour signer : https://europa.eu/citizens-initiative/initiatives/details/2020/000005_fr

# CINQ MESURES POUR BATIR CETTE POLICE QUE LA REPUBLIQUE MERITE

*La multiplication des violences policières depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron pose problème. Tout comme la tentative de celui-ci de masquer ces violences en essayant d'interdire de filmer les interventions des forces de l'ordre. La polémique sur la loi de sécurité globale et les violences dont a été victime Michel Zecler appellent à une refonte de l'institution. Tour d'horizon des mesures pour que les forces de l'ordre soient avant tout des gardiens de la paix.*

Policier est un métier très difficile. Et essentiel. Il s'agit d'assurer la sûreté des citoyens, l'un des droits *« naturels et imprescriptibles »* de l'être humain, selon la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Aux premières loges face à ce que la société a de plus violent, la police doit être au service du peuple, et respectée en tant que telle. Mais elle est aujourd'hui en crise. Les manques de moyens et le mal-être la rongent. L'usage des policiers par les gouvernements à des fins de répressions politiques ainsi que les violences arbitraires de certains fonctionnaires creusent un fossé dangereux, pour les citoyens, pour les policiers et pour la République. *« Voilà une classe qui se tient sage ! »* : les images de ces élèves humiliés au sol par des policiers, à Mantes-la-Jolie, en 2018, ont choqué le pays. Mais l'IGPN, la police des polices, a conclu à l'absence de *« comportements déviants de la part des policiers »*. De nombreux gilets jaunes ont été mutilés. Zineb Redouane, Steve Caniço, Cédric Chouviat et Adama Traoré sont morts à cause d'un matériel dangereux, de techniques fatales et d'ordres nocifs. L'ONU elle-même a demandé au gouvernement français de se reprendre. Mais il ne trouve rien de mieux que d'interdire de filmer les agents au moment où des vidéos du tabassage de Michel Zecler accablent des policiers… Il est urgent de sortir de cette spirale dramatique. Et de redonner ses lettres de noblesse à cette institution, en termes de doctrine, de moyens, de formations, de missions, de matériels et de contrôle indépendant.

## 1. Redéfinir la doctrine

La police dit beaucoup d'un régime politique. En France, la mission de « défense des libertés et de la République » a été supprimée du Code de déontologie des services de police en 2014 par Manuel Valls. Cette réécriture acte une dérive fondamentale de la définition et de l'usage de la police. Il convient donc de revoir le Code de déontologie, sa signification et son but, ainsi que le schéma de maintien de l'ordre, en conservant tout ce qui va dans le sens d'une police républicaine et en expurgeant ce qui la dénature. *« Nous avons besoin d'une police du peuple au service du peuple, pas d'une police d'État dirigée contre les citoyens. La police doit être exemplaire et assurer des missions de prévention et de répression »*, insiste Stéphane Peu. Le député PCF alerte sur les dérives de la politique du chiffre, visant la communication et non l'efficacité, en plus du danger des transferts de compétences vers les polices municipales et officines privées : *« L'État risque d'être de moins en moins le garant de la sécurité sur le territoire de la République, une et indivisible. À terme, nous pourrions avoir une sécurité de riches pour les riches et une sécurité de pauvres pour les pauvres. C'est le chemin inverse, celui de l'égalité, qui doit être pris. »*

## 2. Revoir l'armement et les techniques

La répression des gilets jaunes a fait environ 2 500 blessés, dont 82 graves, 17 éborgnés et quatre mains arrachées, selon le décompte du journaliste David Dufresne. *« Après avoir diminué depuis le début du XXe siècle, les violences policières sont en hausse depuis quelques années »*, note Sebastian Roché. Le sociologue du CNRS pointe une raison : *« La combinaison inédite en Europe occidentale d'un matériel singulier, avec à la fois des lanceurs de balle de défense et des grenades (LBD), qui ont occasionné des blessures irréversibles dans des proportions précédemment inconnues en France et dans les démocraties européennes. »* La police de Catalogne, après avoir éborgné cinq personnes, a décidé d'arrêter l'usage des LBD. Mais pas la France, qui maintient aussi l'usage des grenades de désencerclement qui ont pris la vie de Rémi Fraisse. Cette situation a amené les sénateurs PCF à déposer une proposition de loi afin d'interdire les LBD, également à l'origine de mutilations dans les quartiers populaires, au-delà du mouvement des gilets jaunes. La FI appelle aussi à interdire les techniques de soumission et plaquages ventraux ayant provoqué le décès de Cédric Chouviat lors d'un contrôle de police.

## 3. Le retour d'une police de proximité

La restauration de la police de proximité, torpillée sous Nicolas Sarkozy, fait consensus à gauche. *«Il y a urgence à renouer un lien de confiance entre la police et les citoyens »*, plaide Olivier Dartigolles, membre de la commission sur le droit à la sécurité du PCF. En 2017, les sénateurs communistes avaient déjà déposé une proposition de loi en ce sens, pour rétablir une *« véritable politique de sécurité publique »*, à des kilomètres du tout-répressif prôné à droite. Et avec des moyens conséquents : le PCF propose 30 000 embauches. Anthony Caillé, enquêteur à la police judiciaire et secrétaire national du syndicat de police CGT intérieur, ébauche aussi des pistes concrètes. À commencer par privilégier *«les patrouilles pédestres* en tenue afin que *«les habitants puissent les identifier et les aborder dans la rue »*, et qui pourraient avoir une finalité de renseignement. Le syndicaliste plaide aussi pour la réouverture de commissariats dans les villes populaires. Autant de moyens supplémentaires indispensables pour améliorer les conditions de travail. Et il y a urgence : en 2019, pas moins de 59 policiers ont mis fin à leurs jours, contre 35 en 2018.

## 4. Améliorer la formation initiale et continue

*« Raccourcir la formation de policier a été une erreur fondamentale »*, a concédé Gérald Darmanin devant les députés. Depuis juin, le passage par l'école de police a été ramené de douze à seulement huit mois. *«On répète sans cesse les mêmes choses aux ministres de l'Intérieur : rallongez les formations, c'est nécessaire pour que la police soit plus efficace, et rouvrez des écoles de police ! »*, insiste le député Ugo Bernalicis, en citant l'exemple du Danemark, où elle dure trente-six mois. Muscler ce volet sur les questions de discrimination et de racisme est également nécessaire, selon le PCF. *«La police n'est pas raciste, mais c'est une institution où le racisme est trop incrusté. C'est un sérieux problème »*, constate Olivier Dartigolles, favorable à l'instauration d'un récépissé pour lutter contre les contrôles au faciès.

## 5. Une refonte nécessaire de l'IGPN

La police des polices n'est pas assez indépendante. Rattachée directement au ministère de l'Intérieur, l'inspection générale de la police nationale (IGPN) doit faire l'objet d'une réforme pour être enfin impartiale. *«Je ne crois pas à l'autorégulation »*, argumente à ce sujet François Ruffin. Le député FI vient de sortir l'ouvrage *Que faire de la police ? d*ans lequel il plaide pour un contrôle externe. *«Il faut aujourd'hui une IGPN qui soit totalement indépendante »*, abonde le premier secrétaire du PS, Olivier Faure. *«L'IGPN doit être remplacée par un contrôle démocratique »* confirme enfin Olivier Dartigolles. Lire aussi : IGPN, la « Grande Blanchisseuse »

Même au sein de la majorité, des voix s'élèvent pour dénoncer son fonctionnement opaque. Le vice-président LaREM de l'Assemblée, Hugues Renson, a demandé sa *«suppression »* et la *« création d'un corps d'inspection auprès du Défenseur des droits »*, organe qui serait composé *«de policiers, magistrats spécialistes de la déontologie et juristes »*. Pour le sociologue Sebastian Roché, il faut aller plus loin et revoir *«le bloc IGPN-IGGN, inspection générale de l'administration (IGA), Cour des comptes et Défenseur des droits »*, avec plus de pouvoir pour ce dernier. Si Gérald Darmanin s'est dit *«prêt à tout étudier »* concernant la refonte de l'IGPN, il n'est pas question pour lui, à ce stade, de changer le fond du système.

# INONDATIONS DU QUARTIER DE L'ANCIEN HOPITAL LA MAIRIE AUX ABONNES ABSENTS

Une fois de plus, les dernières fortes pluies ont entraîné des inondations derrière l'ancien hôpital de Fécamp. Ces inondations se sont accompagnées de remontées nauséabondes en provenance du réseau d'assainissement. Une fois de plus, les riverains ont signalé le problème à la mairie. Et une fois de plus, cette dernière ne s'est même pas donné la peine de répondre

Ce problème n'est pas nouveau, puisque les premiers signalements effectués par les habitants du quartier remontent à 2015. Devant l'absence de réponse de la mairie, les riverains avaient envoyé un dossier complet à la préfecture le 21 janvier 2019. Sans la moindre réponse. Nouvelles inondations et nouveau courrier recommandé à la mairie au début de l'année 2020, toujours sans aucune réponse. Et ce mois d'octobre puis de novembre, belote et rebelote.

Parallèlement aux difficultés auxquelles se heurtent les habitants du quartier se profilent aussi celles rencontrées par la société de HLM Habitat 76 qui projetait de construire, derrière l'ancien hôpital de Fécamp, 2 immeubles. La construction des 40 logements prévus aurait dû être achevée en 2018 mais n'a en fait jamais commencé, en raison de ces inondations récurrentes. L'expert du référé préventif avait en effet prévenu la mairie que la zone était inondable, notamment l'ancien parking de la compagnie d'autocars Arcangioli. Un léger détail que la mairie de Fécamp avait « oublié » de signaler à HLM76. Ce « détail » ne manque pas de sel quand on sait que HLM76 dépend du département de Seine-Maritime et que l'agglomération de Fécamp compte précisément 2 élus au département : Mme Tessier, adjointe à la mairie de Mme Poussier-Winsback et Mr Bazille, son ancien directeur de campagne lors des élections municipales. Lequel est de surcroît vice-président du département, où il est en charge du dossier des infrastructures

Non seulement, rien n'a été fait pour endiguer ces inondations, mais, de surcroît, la mairie a encore aggravé le problème des remontées d'égouts en décidant le déplacement de la station d'épuration. Les habitants du quartier de l'ancien hôpital apprécieraient grandement qu'il y ait un peu moins de comm' et un peu plus de solutions concrètes de la part des élus de la majorité municipale actuelle de Fécamp dont tout le monde aimerait bien qu'ils ne laissent pas ce dossier aller à vau-l'eau. Les silences actuels de Mme le maire sont d'autant plus surprenants que ces inondations à répétition se produisent à 150 mètres de chez elle et qu'elle ne peut donc pas dire qu'elle n'est pas au courant….

# LA LETTRE ADRESSEE PAR LES RIVERAINS A MME POUSSIER-WINSBACK

Madame,

Nous revenons vers vous une nouvelle fois pour vous informer des événements climatiques survenus le dimanche 15 novembre.(voir photos fichier joint)

Le quartier Saint Nicolas à de nouveau été l'objet d'une forte montée des eaux due aux fortes pluies remontant des égouts conjugué au coefficient de marée bloquant une nouvelle fois les habitants du quartier et en particuliers ceux de l'impasse Bellet qui malheureusement, depuis que vous avez octroyé le permis de construire sur l'ancien site Arcangioli à Habitat 76, ne peuvent plus accéder à celui-ci.

Pour mémoire nous vous rappelons qu'a la suite des graves inondations sur Fécamp en 1998 nous avions obtenus de votre prédécesseur Mr Patrick Jeanne l'aménagement d'une ouverture sur le parking de l'époque ce qui nous permettait d'avoir un accès direct à la rue saint Nicolas (voir fichier joint) nous avons donc passé **22ans beaucoup plus sereinement.**

Aujourd'hui nous revivons la même situation qu'avant cette époque mais **amplifié par la remonté d'eau par les égouts** depuis le déplacement de la station d'épuration.

Nous vivons à nouveau avec le nez sur le calendrier des marées, ainsi que sur la météo, certains riverains on du annuler des rendez-vous de peur que l'eau ne rentre chez eux pendant leur absence, d'autre on annulé des invitations avec leur famille par impossibilité de les recevoir à cause de l'eau.

Il faut ajouter que la maintenance concernant la pause des barrières comme vous vous y étiez engagée est mal assurée voir pas du tout (voir photo fichier joint)

Il y a aussi la question des secours qui peut se poser en cas d'urgence pouvant mettre en danger la vie des personnes.

Nous espérons que ce rappel ne restera pas lettre morte comme tous ceux que nous vous avons adressés depuis plusieurs mois.

En espérant que vous tenez à cœur d'assurer le bien être de vos administrés veuillez recevoir Madame nos sincères salutations.

## Marine Le Pen à la pêche aux candidats

Le RN de Marine Le Pen a toutes les peines du monde à trouver des candidats aux élections régionales et départementales de 2021. Au dernier pointage, il n'y avait que 495 volontaires sur les 8000 titulaires et suppléants nécessaires... La patronne de l'extrême droite a même été obligée de déserter l'Assemblée Nationale pour venir animer une visioconférence avec ses cadres pour les exhorter à se porter candidats

## Le torchon brûle entre LFI et le PS

Les invectives entre le PS et LFI ont volé par tweets interposés, ces derniers jours, avec comme étincelle un montage photo sur le blog de Jean-Luc Mélenchon qui mettait sur un même plan Anne Hidalgo, Olivier Faure, Manuel Valls, Eric Zemmour et Marine Le Pen.

Les communistes posent cette question : est-ce avec ce genre de « débats » que la gauche réussira à empêcher un second tour entre Le Pen et Macron aux prochaines élections présidentielles ? A Fécamp, on est bien placés, depuis l'élection municipale, pour savoir à quel point ces divisions sont le plus beau des cadeaux qui puisse être fait aux macronistes et à la droite

## Révélations : comment Amazon a espionné la CGT, Greenpeace et les Gilets Jaunes

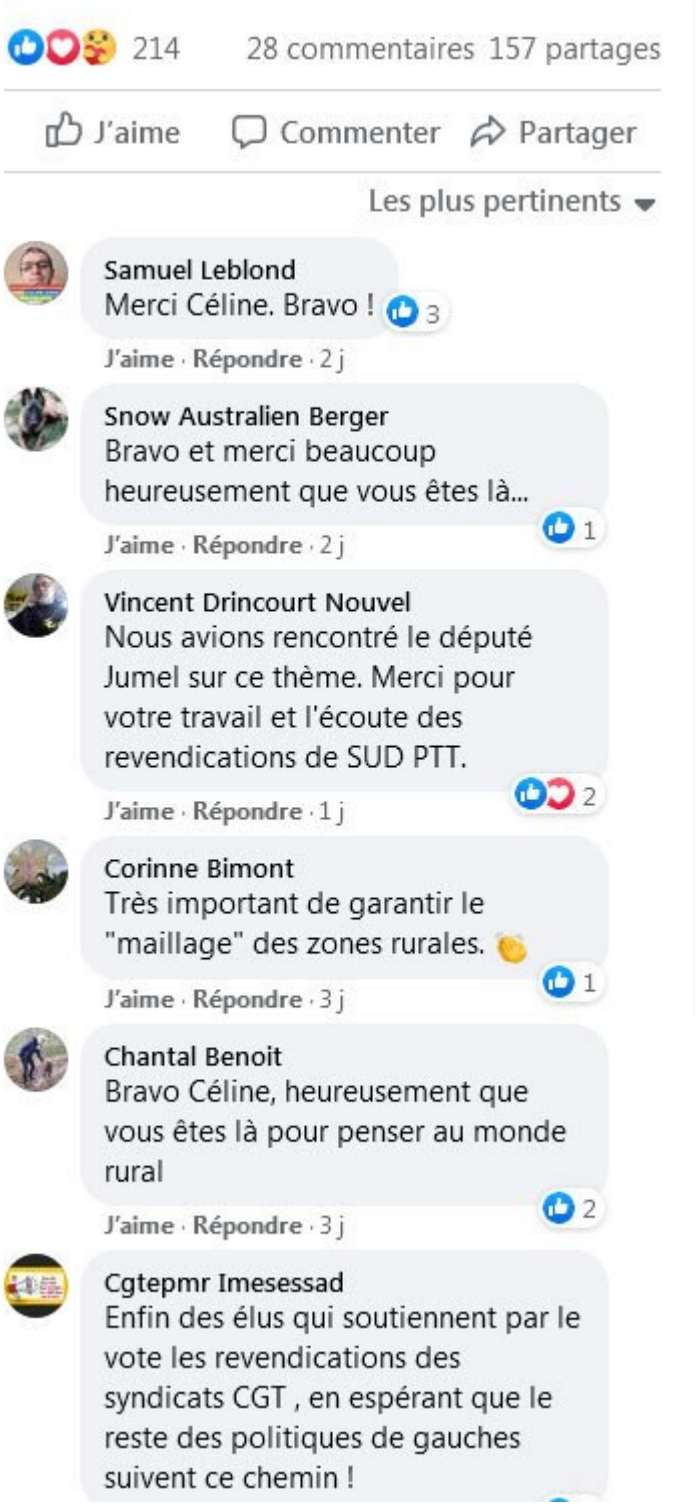
Fichage des syndicalistes, créations de profils bidons sur Facebook, pour espionner la vie des salariés recrutement d'anciens membres des services secrets américains pour son « Global Security Operations center » les fuites révélées par le magazine américain Vice font grand bruit

# MAINTENIR LA POSTE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ET EN MILIEU RURAL

Le « fonds national de péréquation postale», kekseksa ? C'est une réserve d'argent destinée à financer le maintien de bureaux de postes dans les quartiers populaires ou bien en milieu rural. Le projet de budget 2021 du gouvernement prévoyait de l'amputer d'1/3 de ses ressources. A l'initiative de l'élue communiste Céline Brulin, les sénateurs communistes, républicains et écologistes sont parvenus à faire adopter au Sénat un amendement maintenant le niveau actuel de ce fonds de solidarité. Une bonne nouvelle pour les petits bureaux de poste qui étaient dans le collimateur du gouvernement , à l'image de celui du quartier du Ramponneau. Le vote de « l'amendement Brulin » a été salué par tous les militants syndicalistes des PTT

## ADOPTÉ !

Céline Brulin. (Photo PN)

La sénatrice communiste de la Seine-Maritime, Céline Brulin, a fait adopter cette semaine un amendement destiné à maintenir les montants du fonds de péréquation postale. En clair, ce dispositif de financement permet de maintenir une présence postale dans les zones rurales comme dans les quartiers populaires. L'amendement « Brulin » permet donc de conserver le niveau actuel des moyens qui sont alloués à cette mission de service public alors que les sources de financement devraient baisser dans la prochaine loi de finances 2021, dont la partie recettes a été adoptée cette semaine au Sénat.

*L'article publié par Paris-Normandie*